



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Liens:

[NBB.Stat](#)

[Information générale](#)

Le PIB a fléchi de 6,3 %, le recul le plus marqué depuis la Seconde Guerre mondiale

La croissance économique au quatrième trimestre de 2020 s'établit à -0,1 %

Au quatrième trimestre de 2020, l'activité économique s'est légèrement tassée. Le produit intérieur brut (PIB) en volume, corrigé des variations saisonnières et des effets de calendrier a reculé de 0,1 % par rapport au trimestre précédent. À un an d'écart, l'activité économique s'est inscrite en forte baisse avec une évolution de -5,1 %, l'économie se situe donc toujours à un niveau très éloigné de celui prévalant avant la crise du COVID-19.

Par rapport au trimestre précédent, la valeur ajoutée a progressé de 5,5 % dans l'industrie et de 1,4 % dans la construction ; elle s'est cependant réduite de 0,9 % dans les services.

Les dépenses de consommation des ménages ont diminué de 5,6 %, tandis que leurs investissements ont augmenté de 2,1 %. Du côté des administrations publiques également, on a observé une contraction des dépenses de consommation (-3,1 %), notamment imputable à la diminution des activités non essentielles dans les soins de santé (opérations, consultations, etc.). Les investissements publics ont affiché une hausse de 4,0 %, qui s'explique par une augmentation des dépenses pour la Défense. Quant aux investissements des entreprises, ils ont crû de 4,6 %.

Les exportations de biens et de services ont progressé de 3,8 % et les importations de 2,0 %. La contribution positive des exportations nettes à la croissance économique s'est établie à 1,4 point de pourcentage.

La croissance économique sur l'ensemble de 2020 s'établit à -6,3 %

Le PIB en volume, qui s'était accru de 1,7 % en 2019, a régressé de 6,3 % en 2020, sous l'effet de la crise sanitaire. Ce fléchissement de l'activité est le plus significatif depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et plus de trois fois supérieur à celui observé lors de la Grande Récession (-2,0 %) de 2009.

Dans les services, la valeur ajoutée a reculé de 6,4 % en 2020, alors que l'activité dans ce secteur avait encore progressé de 1,6 % en 2019. Ce tassement est essentiellement le fait de la branche d'activité « commerce, réparation d'automobiles et de motocycles, transports et entreposage, hébergement et restauration », qui a terriblement souffert des mesures gouvernementales adoptées à la suite de la crise du COVID-19 et qui s'est dès lors repliée de 13,2 % (-2,2 points de pourcentage de contribution à la croissance du PIB). La baisse la plus sévère a néanmoins été observée dans la branche d'activité des « arts, spectacles et activités récréatives et autres activités de services », où la valeur ajoutée a chuté de 19,8 % (-0,4 point de pourcentage de contribution à la croissance du PIB).

L'industrie a accusé un repli de 4,2 % en 2020, après une croissance positive de 2,2 % en 2019. La construction a, elle aussi, reculé de 4,2 % sur l'ensemble de l'année, par rapport à une progression de 4,2 % en 2019.

Les dépenses de consommation des ménages se sont inscrites en nette baisse, de 8,7 %, tout comme leurs dépenses d'investissement (-8,1 %). Quant à la consommation publique, elle a régressé de 0,9 %, principalement en raison de la contraction des activités non essentielles dans les soins de santé. Les investissements publics ont diminué de 4,6 %. Les investissements des entreprises ont, eux aussi, été très fortement affectés par la crise du COVID-19 et par l'incertitude qui en découle et ont chuté de 8,2 %.

Le COVID-19 a également perturbé le commerce international et, dès lors, sur les flux d'importations et d'exportations de la Belgique. Sur l'ensemble de l'année 2020, le volume des exportations s'est contracté de 5,7 % et celui des importations de 5,1 %. Par conséquent, les exportations nettes de biens et de services ont contribué négativement (-0,5 point de pourcentage) à la croissance économique.

L'emploi reste stable malgré la crise du COVID-19

Au cours du quatrième trimestre de 2020, l'emploi intérieur a progressé de 0,4 % sur une base trimestrielle. Une légère hausse a été observée tant pour les salariés que pour les indépendants. Par rapport à la période correspondante de 2019, le nombre de travailleurs a reculé de 0,5 % (soit une diminution de 22 300 personnes), tout comme au troisième trimestre (-23 100 personnes).

Comparée à l'évolution très volatile de l'activité économique, celle de l'emploi demeure plus stable, principalement grâce aux mesures de soutien des pouvoirs publics.

L'emploi intérieur a baissé en moyenne de 2 500 personnes en 2020 (-0,1 %), alors qu'en 2019, l'emploi avait encore augmenté de 75 600 personnes (+1,6 %). Ce recul de l'emploi intérieur s'explique principalement par la contraction du nombre de salariés (-16 500 personnes), laquelle a été partiellement compensée par l'accroissement du nombre d'indépendants (+14 000 personnes).

Par rapport à l'estimation flash du 29 janvier 2021, les chiffres de croissance publiés sont beaucoup plus précis. Les principales données administratives (à savoir les données de la TVA, celles relatives à la production industrielle, etc.) étaient disponibles dans une même mesure, comme il est d'usage avec l'estimation à 60 jours du PIB d'un trimestre déterminé. Les principales incertitudes découlant de la pandémie dans cette estimation se situent actuellement sur le front de la production non marchande et des composantes de l'optique dépenses, pour lesquelles les informations disponibles étaient encore assez limitées et pour lesquelles les méthodes d'estimation traditionnelles n'étaient pas toujours applicables. C'est à ce niveau que des révisions plus importantes sont possibles à l'avenir et, dès lors, également au niveau du PIB.

En ce qui concerne la correction des variations saisonnières des séries, les récentes [directives d'Eurostat](#) en la matière ont été suivies afin d'estimer l'impact du COVID-19 aussi précisément que possible.

PIB, ÉVOLUTIONS TRIMESTRIELLES EN VOLUME
(données corrigées des effets saisonniers et de calendrier)

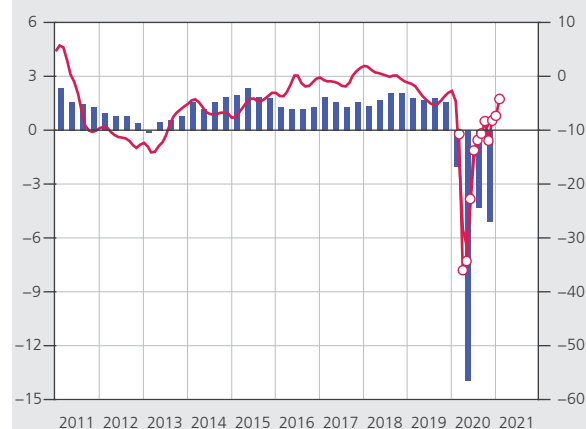
	Pourcentages de variation par rapport à	
	La période correspondante de l'année précédente	La période précédente
2018 I	1,4	0,4
II	1,7	0,5
III	2,1	0,3
IV	2,1	0,9
2019 I	1,8	0,2
II	1,7	0,3
III	1,8	0,5
IV	1,6	0,6
2020 I	-2,0	-3,4
II	-13,9	-11,8
III	-4,3	11,6
IV	-5,1	-0,1

PIB, ÉVOLUTION ANNUELLES EN VOLUME

(pourcentages de variation, données corrigées des effets calendriers)

2019	1,7
2020	-6,3

PIB ET ÉVOLUTION CONJONCTURELLE



■ Croissance du PIB en volume (pourcentage de variation par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente)

— Enquête de conjoncture (données lissées, échelle de droite)

○ Enquête de conjoncture (données brutes, échelle de droite)

PRINCIPALES COMPOSANTES

(pourcentages de variation en volume par rapport à la période précédente, corrigés des variations saisonnières et des effets de calendrier)

	2019					2020				
	I	II	III	IV	année	I	II	III	IV	année
1. Valeur ajoutée										
Industrie	0,9	0,1	1,2	0,2	2,2	-1,8	-12,7	11,4	5,5	-4,2
Construction	0,8	-0,1	1,4	2,2	4,2	-5,1	-13,4	19,3	1,4	-4,2
Services	0,0	0,3	0,3	0,5	1,6	-3,1	-11,3	10,5	-0,9	-6,4
P.m. PIB	0,2	0,3	0,5	0,6	1,7	-3,4	-11,8	11,6	-0,1	-6,3
2. Dépenses										
Dépenses de consommation privée (1)	0,0	0,6	0,8	0,6	1,5	-6,7	-11,6	15,8	-5,6	-8,7
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	0,4	0,6	0,6	0,7	1,7	-1,8	-2,2	4,8	-3,1	-0,9
Formation brute de capital fixe totale	0,3	0,1	0,3	0,6	3,4	-4,4	-17,7	19,6	4,0	-7,8
entreprises	-0,2	0,4	0,6	1,6	3,2	-3,9	-20,1	20,0	4,6	-8,2
logements	1,7	0,9	-1,9	0,7	5,2	-5,4	-14,6	18,2	2,1	-8,1
administrations publiques	1,2	-3,6	3,1	-6,1	1,2	-5,1	-5,8	17,1	4,0	-4,6
Demande intérieure (hors variations des stocks)	0,2	0,5	0,6	0,6	2,0	-5,0	-10,8	13,7	-2,7	-6,6
Variations des stocks (2)	-0,5	0,2	-0,6	0,1	-0,4	1,6	-0,8	-1,0	1,1	0,8
Exportations de biens et de services	0,2	-0,1	0,2	1,1	1,0	-1,2	-14,1	9,8	3,8	-5,7
Importations de biens et de services	-0,4	0,4	-0,3	1,3	0,8	-1,0	-13,5	10,8	2,0	-5,1
Exportations nettes de biens et de services (2)	0,5	-0,4	0,4	-0,1	0,2	-0,1	-0,5	-0,9	1,4	-0,5
3. Marché du travail										
Nombre total de travailleurs	0,5	0,4	0,4	0,4	1,6	-0,3	-0,8	0,2	0,4	-0,1

(1) Y compris les institutions sans but lucratif au service des ménages.

(2) Contribution à la variation trimestrielle du PIB.